

Art. 2. Notre Ministre de la Santé publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Art. 2. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1309

[C — 2009/29183]

5 FEVRIER 2009. — Décret portant des dispositions en matière d'enseignement spécialisé et d'accueil de l'enfant et de l'adolescent à besoins spécifiques dans l'enseignement obligatoire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Modifications au décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Article 1^{er}. L'article 13, § 3bis, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, inséré par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13, § 3bis. Dans l'enseignement spécialisé, la formation de l'enseignement maternel, primaire et du 1^{er} degré ou de la 1^{re} phase de l'enseignement secondaire constitue un continuum pédagogique structuré en trois étapes, visant à assurer à tous les élèves, les socles de compétences ou compétences-seuils nécessaires à leur insertion sociale et à la poursuite de leurs études.

Les étapes visées à l'alinéa précédent sont :

- 1° L'enseignement maternel;
- 2° De la maturité I à la maturité IV dans l'enseignement primaire;
- 3° Le 1^{er} degré ou la 1^{re} phase de l'enseignement secondaire. »

Art. 2. L'article 67, alinéa 3 du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française. »

Art. 3. Dans l'intitulé du chapitre X du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les mots « de forme 3 et de forme 4 » sont supprimés.

Art. 4. L'article 95 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 95. Les décisions relatives au passage de classe, de cycle ou de phase et à la délivrance des diplômes, certificats et attestations de réussite au sein d'un établissement d'enseignement sont de la compétence du Conseil de classe.

En outre, dans l'enseignement spécialisé, l'autorisation de présenter l'épreuve de qualification, ainsi que la décision d'inscription dans une forme et le passage d'une forme d'enseignement à une autre sont également de la compétence du Conseil de classe.

Le Conseil de classe est présidé par le chef d'établissement ou son délégué et comprend tous les membres du personnel enseignant en charge de l'élève. Un membre du centre psycho-médico-social ainsi que les éducateurs concernés peuvent y assister avec voix consultative.

Dans l'enseignement spécialisé, le Conseil de classe comprend également l'ensemble des membres des personnels auxiliaire d'éducation, paramédical, psychologique et social qui ont la charge de l'instruction, de l'éducation et de la formation d'un groupe d'élèves et qui en portent la responsabilité, ainsi que des chefs d'atelier. Les chefs de travaux d'atelier peuvent participer au Conseil de classe. Les membres des personnels auxiliaire d'éducation, paramédical, psychologique et social siègent avec voix consultative pour toutes les matières visant à l'évaluation certificative.

Tout enseignant non titulaire, ayant fonctionné au moins deux mois de l'année scolaire, peut assister, avec voix consultative, au Conseil de classe. »

Art. 5. L'article 96, alinéa 2, du même décret est complété par la disposition suivante :

« En outre, dans l'enseignement spécialisé, le chef d'établissement fournit la motivation de la décision du refus de présenter l'épreuve de qualification, de la décision d'inscription dans une forme et du passage d'une forme d'enseignement à une autre selon les mêmes modalités. »

Art. 6. L'article 96 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement secondaire spécialisé, à l'exception de l'enseignement de forme 4, la procédure interne est clôturée :

- Le 10 décembre ou le 10 mai pour le refus d'autoriser à présenter l'épreuve de qualification de janvier et de juin et pour les décisions relatives à l'inscription dans une forme et au changement de forme;
- Le 30 juin pour les décisions relatives à la délivrance des certificats et attestations ainsi qu'à l'inscription dans une forme et au changement de forme. »

Art. 7. L'article 97, § 1^{er}, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« ordinaire et un Conseil de recours pour les décisions des Conseils de classe dans l'enseignement secondaire spécialisé. »

Art. 8. A l'article 97, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, le mot « ordinaire » est ajouté après le mot « enseignement ».

Art. 9. L'article 97, § 2, alinéa 2, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Le Conseil de recours de l'enseignement spécialisé de caractère non confessionnel comprend l'inspecteur général coordonnateur ou son délégué, cinq membres effectifs et cinq membres suppléants désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé et un président.

Le Gouvernement nomme le Président parmi les fonctionnaires de rang 12 au moins et les inspecteurs coordonnateurs en activité de service ou admis à la retraite au cours des dix dernières années. »

Art. 10. A l'article 97, § 3, alinéa 1^{er}, du même décret, le mot « ordinaire » est ajouté après le mot « enseignement ».

Art. 11. L'article 97, § 3, alinéa 2, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Le Conseil de recours de l'enseignement spécialisé de caractère confessionnel comprend l'inspecteur général coordonnateur ou son délégué, cinq membres effectifs et cinq membres suppléants désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire spécialisé et un président.

Le Gouvernement nomme le Président parmi les fonctionnaires de rang 12 au moins et les inspecteurs coordonnateurs en activité de service ou admis à la retraite au cours des dix dernières années. »

Art. 12. L'article 97, § 4, du même décret est complété par la disposition suivante :

« Le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé peut, en outre, proposer à la désignation par le Gouvernement, des chefs d'atelier, des chefs de travaux d'atelier, des sous-directeurs. »

Art. 13. L'article 97, § 7, du même décret est abrogé.

Art. 14. A l'article 98, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « Dans l'enseignement secondaire ordinaire » sont ajoutés avant le mot « L'élève ».

Art. 15. Un article 98bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 98bis. § 1^{er}. Dans l'enseignement secondaire spécialisé, l'élève, s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, peuvent introduire, pour autant qu'ils aient épuisé la procédure interne visée à l'article 96, alinéa 5, dans les dix jours qui suivent la notification de la décision ou sa confirmation :

- En forme 4, un recours contre une décision d'échec ou de réussite avec restriction;
- En forme 3, un recours contre une décision de refus de délivrance de l'attestation de réussite de phase, de refus de délivrance des certificats à l'exclusion du certificat de qualification, de refus d'autoriser l'élève qui a suivi deux années scolaires en 3^e phase, à présenter l'épreuve de qualification;
- En forme 1, 2, 3 et 4, un recours contre une décision d'inscription dans une forme d'enseignement ou de passage d'une forme d'enseignement vers une autre.

Le recours comprend une motivation précise. Y est jointe toute pièce que le requérant juge de nature à éclairer le Conseil de recours.

Le recours ne peut comprendre des pièces relatives aux décisions du Conseil de classe concernant d'autres élèves.

§ 2. Le recours est adressé par lettre recommandée à l'Administration qui la transmet immédiatement au Président du Conseil de recours. Copie du recours est adressée par les requérants, le même jour, également par lettre recommandée, au chef d'établissement concerné. Celui-ci peut adresser à l'Administration tout document de nature à éclairer le Conseil de recours. Il peut aussi transmettre au Conseil de recours un avis motivé sur le bien-fondé du recours. L'Administration transmet immédiatement ce document au Président du Conseil de recours.

Le Conseil de recours enjoint l'établissement de produire à son intention tout document qu'il juge utile à sa prise de décision. Il peut entendre toute personne qu'il juge utile. Il peut se faire assister par des experts qu'il choisit.

A la demande du Conseil de classe, son président est entendu par le Conseil de recours.

§ 3. Dans l'enseignement secondaire spécialisé, le Conseil de recours peut remplacer la décision du Conseil de classe :

- En forme 4, par une décision de réussite avec ou sans restriction;
- En forme 3, par une décision de réussite de phase ou par une nouvelle décision en ce qui concerne l'admission à l'épreuve de qualification;
- En forme 1, 2, 3 et 4, par une nouvelle décision en ce qui concerne l'inscription dans une forme d'enseignement ou le passage d'une forme d'enseignement vers une autre.

§ 4. Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement du Conseil de recours ainsi que la forme des attestations et certificats délivrés en exécution de ces décisions ».

Art. 16. A l'article 99, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « Dans l'enseignement secondaire ordinaire » sont ajoutés avant les mots « les décisions ».

Art. 17. L'article 99 du même décret est complété comme suit :

« Dans l'enseignement secondaire spécialisé, les décisions du Conseil de recours se fondent sur la correspondance entre les compétences acquises par l'élève et les compétences qu'il doit normalement acquérir.

Le Conseil de recours prend ses décisions en fonction des programmes d'études et du plan individuel d'apprentissage de l'élève. ».

TITRE II. — Modification au décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 18. L'article 7, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. § 1^{er}. Les types suivants d'enseignement spécialisé peuvent être organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française :

- 1° Le type 1 d'enseignement spécialisé répond aux besoins éducatifs et de formation des enfants et des adolescents présentant un retard mental léger, ci-après dénommé le type 1;
- 2° Le type 2 d'enseignement spécialisé répond aux besoins éducatifs et de formation des enfants et des adolescents présentant un retard mental modéré ou sévère, ci-après dénommé le type 2;
- 3° Le type 3 d'enseignement spécialisé répond aux besoins éducatifs et de formation des enfants et adolescents présentant des troubles du comportement, ci-après dénommé le type 3;
- 4° Le type 4 d'enseignement spécialisé répond aux besoins éducatifs et de formation des enfants et des adolescents présentant des déficiences physiques, ci-après dénommé le type 4;
- 5° Le type 5 d'enseignement spécialisé répond aux besoins éducatifs et de formation des enfants et des adolescents malades et/ou convalescents, ci-après dénommé le type 5;
- 6° Le type 6 d'enseignement spécialisé répond aux besoins éducatifs et de formation des enfants et des adolescents présentant des déficiences visuelles, ci-après dénommé le type 6;
- 7° Le type 7 d'enseignement spécialisé répond aux besoins éducatifs et de formation des enfants et des adolescents présentant des déficiences auditives, ci-après dénommé le type 7;
- 8° Le type 8 d'enseignement spécialisé répond aux besoins éducatifs et de formation des élèves présentant des troubles des apprentissages, ci-après dénommé le type 8. »

Art. 19. L'article 8 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1^{er}. Le type 1 est destiné aux élèves qui ne peuvent être compris parmi ceux qui présentent un retard pédagogique et pour lesquels l'examen pluridisciplinaire, visé à l'article 12, § 1^{er}, 1°, conclut à un retard et/ou à un (des) trouble(s) léger(s) du développement intellectuel. Leurs possibilités sont telles qu'ils peuvent acquérir des connaissances scolaires élémentaires, une habileté et une formation professionnelle qui permet de prévoir leur intégration dans un milieu socioprofessionnel ordinaire.

§ 2. Le type 2 est destiné aux élèves qui ne peuvent être compris parmi les élèves visés à l'article 7, 1°, et pour lesquels l'examen pluridisciplinaire, visé à l'article 12, § 1^{er}, 1°, conclut à un retard modéré ou sévère du développement intellectuel.

Les possibilités constatées chez les élèves dont le handicap a pour origine le retard mental modéré sont telles que, par une éducation sociale et professionnelle adaptée, on peut prévoir leur intégration dans un milieu socioprofessionnel adapté.

Les possibilités constatées chez les élèves dont le handicap a pour origine le retard mental sévère sont telles que ceux-ci sont susceptibles d'être socialisés par des activités éducatives adaptées.

§ 3. Le type 3 est destiné aux élèves pour lesquels l'examen pluridisciplinaire, visé à l'article 12, § 1^{er}, 1°, conclut à la présence de troubles structurels et/ou fonctionnels de l'aspect relationnel et affectivo-dynamique de la personnalité, d'une gravité telle qu'ils exigent le recours à des méthodes éducatives, rééducatives et psychothérapeutiques spécifiques.

§ 4. Le type 4 est destiné aux élèves présentant un handicap physique autres que ceux visés aux §§ 5, 6 et 7 du présent article et pour lesquels l'examen pluridisciplinaire visé à l'article 12, § 1^{er}, 1°, conclut à leur inaptitude à fréquenter l'enseignement ordinaire et dont l'état nécessite le recours à des soins médicaux et paramédicaux réguliers et à l'emploi de méthodes orthopédagogiques.

§ 5. Le type 5 est destiné aux élèves qui, atteints d'une affection corporelle et/ou souffrant d'un trouble psychique ou psychiatrique, sont pris en charge sur le plan de leur santé par une clinique, un hôpital ou par une institution médico-sociale reconnue par les Pouvoirs publics.

Ce type d'enseignement est organisé en étroite collaboration avec l'école ordinaire ou spécialisée dans laquelle l'élève est inscrit.

Seule l'école d'origine est habilitée à délivrer les certificats, diplômes ou attestations concernant ces élèves.

§ 6. Le type 6 est destiné aux élèves pour lesquels l'examen pluridisciplinaire visé à l'article 12, § 1^{er}, 3°, a conclu à une déficience visuelle et/ou un définit fonctionnel de la vision. Il s'adresse aux élèves qui, pour cause de cécité ou de basse vision congénitale ou acquise nécessitent régulièrement des soins médicaux, paramédicaux et un accompagnement psychosocial internes ou externes.

§ 7. Le type 7 est destiné aux élèves pour lesquels l'examen pluridisciplinaire visé à l'article 12, § 1^{er}, 3°, a conclu à une déficience auditive et/ou une carence importante de la communication.

Il s'adresse aux élèves qui, pour cause de surdité et/ou troubles congénitaux ou acquis nécessitent régulièrement des soins médicaux, paramédicaux et un accompagnement psychosocial internes ou externes.

§ 8. Le type 8 est destiné aux élèves pour lesquels l'examen pluridisciplinaire visé à l'article 12, § 1^{er}, 3°, a conclu à des troubles des apprentissages. Ceux-ci peuvent se traduire par des difficultés dans le développement du langage ou de la parole et/ou dans l'apprentissage de la lecture, de l'écriture ou du calcul, sans qu'il y ait retard mental ou déficit majeur sur le plan physique, comportemental ou sensoriel. Ils doivent être considérés comme des troubles complexes aux origines multifactorielles. ».

Art. 20. Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 8bis. Un enseignement spécialisé pour élèves polyhandicapés peut être organisé dans les types 2, 4, 5, 6 ou 7 d'enseignement spécialisé, aux conditions suivantes :

- Outre le rapport mentionné à l'article 12, § 1^{er}, l'orientation de l'élève est subordonnée à la production d'un document conforme au modèle fixé par le Gouvernement établi par un centre psycho-médico-social, par un office d'orientation scolaire et professionnelle ou par tout autre organisme offrant les mêmes garanties en matière d'orientation scolaire ou professionnelle, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté

française. Une liste de ces organismes est établie annuellement par le gouvernement et communiquée aux instituts, établissements et écoles d'enseignement spécialisé ainsi qu'aux commissions consultatives de l'enseignement spécialisé.

- Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

L'enseignement spécialisé adapté aux élèves polyhandicapés est destiné aux élèves pour lesquels l'examen pluridisciplinaire visé à l'article 12, § 1^{er}, 1^o, se basant sur le rapport d'un médecin neurologue ou d'un orthopédiste ou d'un spécialiste en réadaptation fonctionnelle, a conclu à un diagnostic de polyhandicap.

Un enseignement spécialisé adapté aux élèves avec autisme peut être organisé dans tous les types d'enseignement spécialisé, aux conditions suivantes :

- L'orientation de l'élève est subordonnée à la production d'un document conforme au modèle fixé par le Gouvernement établi par un centre psycho-médico-social, par un office d'orientation scolaire et professionnelle ou par tout autre organisme offrant les mêmes garanties en matière d'orientation scolaire ou professionnelle, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française.
- Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

L'enseignement spécialisé pour élèves avec autisme est destiné aux élèves pour lesquels l'examen pluridisciplinaire visé à l'article 12, § 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, se basant sur le rapport d'un pédopsychiatre ou d'un centre de référence agréé, a conclu à un diagnostic d'autisme.

Un enseignement spécialisé pour élèves aphasiques ou dysphasiques peut être organisé dans tous les types d'enseignement spécialisé, sauf dans l'enseignement de type 2, aux conditions suivantes :

- L'orientation de l'élève est subordonnée à la production d'un document conforme au modèle fixé par le Gouvernement établi par un centre psycho-médico-social, par un office d'orientation scolaire et professionnelle ou par tout autre organisme offrant les mêmes garanties en matière d'orientation scolaire ou professionnelle, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française.
- Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

L'enseignement spécialisé pour élèves aphasiques ou dysphasiques est destiné aux élèves pour lesquels l'examen pluridisciplinaire visé à l'article 12, § 1^{er}, 1^o, se basant sur le rapport d'un médecin neuro-pédiatre, a conclu à un diagnostic d'aphasie ou de dysphasie. »

Art. 21. L'article 12, § 1^{er}, 2^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. § 1^{er}, 2^o. Pour le type 5, sur la base d'un examen médical dont les conclusions sont consignées dans un rapport d'inscription et qui est effectué par un pédiatre ou le médecin référant du service de pédiatrie, de la clinique, de l'hôpital ou de l'institution médico-sociale reconnue par les pouvoirs publics ».

Art. 22. L'article 12, § 1^{er}, du même décret est complété par la disposition suivante :

« 3^o pour les types 6 et 7 :

- a) Soit sur la base d'un examen pluridisciplinaire effectué par un centre psycho-médico-social, par un office d'orientation scolaire et professionnelle ou par tout autre organisme offrant les mêmes garanties en matière d'orientation scolaire ou professionnelle, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française. Une liste de ces organismes est établie annuellement par le Gouvernement et communiquée aux instituts, établissements et écoles d'enseignement spécialisé ainsi qu'aux commissions consultatives de l'enseignement spécialisé.

Les conclusions de cet examen pluridisciplinaire, consignées dans un rapport d'inscription, résultent de l'interprétation et de l'intégration des données fournies par :

- L'examen médical;
- L'examen psychologique;
- L'examen pédagogique;
- L'étude sociale.

b) Soit sur la base d'un examen médical dont les conclusions sont consignées dans un rapport d'inscription et qui est effectué pour le type 6, par un médecin spécialiste en ophtalmologie et, pour le type 7, par un médecin spécialiste en oto-rhino-laryngologie. »

Art. 23. Un article 14*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 14*bis*. Dans l'enseignement primaire spécialisé, sont pris en compte, comme s'ils avaient fréquenté régulièrement l'école, les élèves qui se sont absentés de manière injustifiée, pour autant que l'obligation visée à l'article 10, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées du 20 août 1957 sur l'enseignement primaire ait été respectée.

Art. 24. Un article 15*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 15*bis*. Dans l'enseignement secondaire spécialisé organisé par la Communauté française, sont pris en compte, comme s'ils avaient fréquenté régulièrement l'école, les élèves qui se sont absentés de manière injustifiée, pour autant que l'obligation visée à l'article 84, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ait été respectée.

Dans l'enseignement secondaire spécialisé subventionné par la Communauté française, sont pris en compte, comme s'ils avaient fréquenté régulièrement l'école, les élèves qui se sont absentés de manière injustifiée, pour autant que l'obligation visée à l'article 92, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ait été respectée. ».

Art. 25. L'article 20 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. Par classe, il est organisé deux périodes hebdomadaires d'activités physiques et sportives. En outre, une, deux ou trois périodes d'activité psychomotrice ou sportive peuvent être organisées. Ces périodes sont assurées par un maître d'éducation physique ou par le titulaire s'il est porteur du certificat de capacité aux fonctions de maître d'éducation physique dans les écoles primaires.

L'organisation des deux périodes hebdomadaires d'activités physiques et sportives n'est pas obligatoire pour l'enseignement de type 5.

Dans l'enseignement de type 4, le Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, peut autoriser la prise en charge des élèves durant les deux périodes hebdomadaires d'activités physiques et sportives par du personnel paramédical pour qu'ils puissent bénéficier d'activités psychomotrices pendant ces deux périodes.

L'autorisation sera donnée sur base d'un dossier motivé précisant les raisons et les modalités de cette prise en charge.

Les dispositions des alinéas précédents ne peuvent avoir comme conséquence, en ce qui concerne le personnel nommé à titre définitif, la mise en disponibilité ou la perte partielle de charge du maître d'éducation physique ou du titulaire s'il est porteur du certificat de capacité aux fonctions de maître d'éducation physique dans les écoles primaires.

Il ne s'agit en aucun cas du transfert de périodes d'une catégorie de personnel vers une autre. ».

Art. 26. L'article 56, dernier alinéa du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« L'élève est autorisé à présenter, en janvier ou en juin, l'épreuve de qualification, dès que le Conseil de classe constate qu'il a atteint les compétences définies par le profil de formation applicable à l'élève. Au plus tard, au terme de la deuxième année scolaire fréquentée par l'élève en troisième phase, le Conseil de classe doit se prononcer sur l'accès à cette qualification. ».

Art. 27. A l'article 80, § 2, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) Le 3^o est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o décider, de manière motivée, du passage d'un élève d'une forme d'enseignement à une autre. »

b) L'article 80, § 2, est complété par la disposition suivante :

« 8^o autoriser l'élève à présenter l'épreuve de qualification telle que précisée à l'article 56, dernier alinéa, du présent décret. ».

Art. 28. L'article 110 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 110. Dans les établissements d'enseignement spécialisé organisés ou subventionnés par la Communauté française, les membres du personnel auxiliaire d'éducation assurent 36 heures de prestations par semaine.

Dans les établissements d'enseignement secondaire spécialisé organisés ou subventionnés par la Communauté française, les membres du personnel administratif assurent 38 heures de prestations par semaine. »

Art. 29. L'article 111 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Dans la catégorie de personnel auxiliaire d'éducation, la fonction de surveillant éducateur peut être organisée ».

Art. 30. Dans l'intitulé de la section 4 du chapitre VII du même décret, les mots « dans l'enseignement secondaire » sont supprimés.

Art. 31. L'article 115 du même décret est complété par les mots « dans l'enseignement secondaire ».

Art. 32. Un article 116*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 116*bis*. En outre, pour l'enseignement spécialisé de type 3, il est accordé en sus du capital-périodes :

1^o De 1 à 39 élèves : 9 heures;

2^o De 40 à 59 élèves : 18 heures;

- 3° De 60 à 79 élèves : 27 heures;
- 4° De 80 à 99 élèves : 36 heures;
- 5° 9 heures par tranche supplémentaire de 20 élèves relevant de l'enseignement de type 3.

L'organisation ou le subventionnement des emplois supplémentaires de surveillants-éducateurs peut être modifié chaque fois que le capital-périodes est recalculé. »

Art. 33. Dans l'article 124, § 2, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

- a) L'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « Chaque commission consultative comprend le président, ayant voix délibérative, neuf membres effectifs et un secrétaire choisi parmi les membres des Services du Gouvernement »;
- b) L'alinéa 2 est complété par les termes « ainsi qu'un inspecteur relevant du Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental désigné par l'Inspecteur général coordonnateur ».

Art. 34. L'article 131 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 131. L'intégration permanente totale concerne les élèves de l'enseignement :

- 1° Maternel spécialisé des types 2, 3, 4, 6 et 7;
- 2° Primaire spécialisé des types 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 8;
- 3° Secondaire spécialisé des types 1, 2, 3, 4, 6, et 7. »

Art. 35. Les §§ 2 et 3 de l'article 132 du même décret sont remplacés par les paragraphes suivants :

« § 2. Pour chaque élève intégré, il est accordé 4 périodes d'accompagnement assurées par du personnel de l'enseignement spécialisé et, dans le 3^e degré de l'enseignement secondaire, 4 périodes complémentaires.

§ 3. Dans le 3^e degré de l'enseignement secondaire, il est également accordé 8 périodes hors nombre total de périodes-professeur à l'établissement d'enseignement ordinaire qui accueille l'élève intégré. »

Art. 36. Un § 4 est ajouté à l'article 133 du même décret :

« § 4. Le Gouvernement, après avis motivé du Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé qui constate qu'aucune offre d'enseignement spécialisé n'est disponible à une distance raisonnable, telle que prévue par l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, peut autoriser, dans le cadre d'une intégration, l'inscription d'un élève relevant du niveau maternel de l'enseignement spécialisé dans une école organisant un autre type d'enseignement spécialisé que celui mentionné sur l'attestation d'orientation de l'élève.

Dans le cadre d'une intégration permanente totale, l'école spécialisée, qui accepte de participer au projet, bénéficie des périodes d'accompagnement prévues à l'article 132. »

Art. 37. L'article 136, 6°, du même décret est supprimé.

Art. 38. L'article 136 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Ce protocole est conservé dans l'établissement d'enseignement spécialisé et tenu à disposition des services de l'inspection et des services du Gouvernement. Une copie en est également conservée dans l'établissement d'enseignement ordinaire. »

Art. 39. L'article 137 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 137. Au plus tard le 15 septembre de l'année scolaire pour laquelle est prévue l'intégration, la direction dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné de l'établissement d'enseignement spécialisé transmet la liste des élèves concernés aux services du Gouvernement. »

Art. 40. L'article 138 du même décret est abrogé.

Art. 41. L'article 139 du même décret est abrogé.

Art. 42. L'article 140 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 140. Un nouveau dossier complet est établi lors du changement d'école d'un élève intégré. »

Art. 43. A l'article 143, alinéa 2, du même décret, les mots « et avis de l'inspection de l'enseignement spécialisé et de l'enseignement ordinaire » sont supprimés.

Art. 44. L'article 144 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 144. Une mission d'évaluation permanente des actions d'intégration est assurée par le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, notamment sur la base des données statistiques fournies par les Services du Gouvernement. »

Art. 45. L'article 147 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 147. Seuls les élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement spécialisé peuvent bénéficier de l'intégration permanente partielle et de l'intégration temporaire.

N'est pas soumise aux procédures liées à l'intégration, l'implantation d'un groupe d'élèves de l'enseignement spécialisé dans un établissement d'enseignement ordinaire à la condition que ce groupe d'élèves soit pris en charge par du personnel de l'enseignement spécialisé durant la totalité de l'horaire hebdomadaire de la classe. »

Art. 46. A l'article 148, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « Dans l'enseignement fondamental et secondaire » sont insérés avant les mots « une partie du capital-périodes ».

Art. 47. L'article 150 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 150. Toute décision relative à l'intégration partielle et à l'intégration temporaire est précédée d'une proposition qui émane d'au moins un des intervenants suivants :

- 1° Le Conseil de classe d'un établissement d'enseignement spécialisé comprenant l'ensemble des membres du personnel enseignant, paramédical, psychologique, social et auxiliaire d'éducation qui participent directement à l'encadrement de l'élève;

- 2° L'organisme qui assure la guidance de l'élève;
- 3° Les parents, la personne investie de l'autorité parentale ou l'élève lui-même s'il est majeur;
- 4° L'équipe éducative d'un établissement d'enseignement ordinaire sur base d'un avis favorable du conseil de participation dont chaque composante a marqué un accord. Le projet d'établissement doit contenir les éléments favorisant la faisabilité de ladite intégration.

Cette proposition est introduite auprès du chef d'établissement d'enseignement spécialisé.

La direction dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné de l'établissement d'enseignement spécialisé concerné concerte tous les intervenants visés au présent article.

Si la concertation débouche sur un avis favorable celui-ci est signé par les intervenants visés au présent article et remis au directeur. ».

Art. 48. L'article 153 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 153. Le protocole visé à l'article 152 est conservé dans l'établissement d'enseignement spécialisé et tenu à disposition du Service général de l'Inspection et des Services du Gouvernement.

Dans chaque cas et dès que le protocole est complet, l'information concernant les coordonnées de l'élève intégré est transmise aux Services du Gouvernement. ».

Art. 49. L'article 154 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 154. Un nouveau dossier est établi lors du changement d'école d'un élève intégré. ».

Art. 50. L'article 155 du même décret est abrogé.

Art. 51. A l'article 156, alinéa 2 du même décret, les mots « à l'inspection de l'enseignement spécialisé et de l'enseignement ordinaire » sont remplacés par les mots « aux Services du Gouvernement. »

Art. 52. L'article 157 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 157. Une mission d'évaluation permanente des actions d'intégration est assurée par le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, notamment sur la base des données statistiques fournies par les Services du Gouvernement. ».

Art. 53. Dans l'article 180 du même décret, un nouvel alinéa libellé comme suit est inséré après l'alinéa 3 :

« Le Président et le Vice-Président représentent chacun un caractère d'enseignement différent. A chaque renouvellement des mandats, il y a inversion des caractères entre le Président et le Vice-Président. ».

Art. 54. L'article 184, § 1^{er}, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Préalablement à toute fusion, le Gouvernement est chargé de vérifier le respect, par les écoles concernées, des dispositions légales et réglementaires en vigueur. ».

Art. 55. L'article 213 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Ce pourcentage doit être supérieur ou égal à 97 %. ».

Art. 56. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2009 à l'exception des articles 28 à 32 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 février 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,
des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009* :
Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 630-1. — Amendements de commission, n° 630-2. — Rapport, n° 630-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 3 février 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1309

[C — 2009/29183]

5 FEBRUARI 2009. — Decreet houdende bepalingen inzake het gespecialiseerd onderwijs en de opvang van kinderen en adolescenten met specifieke behoeften in het leerplichtonderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Artikel 1. Artikel 13, § 3bis, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, ingevoegd bij het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt vervangen als volgt :

« Art. 13, § 3bis. In het gespecialiseerd onderwijs is de vorming tijdens het kleuteronderwijs, het lager onderwijs en van de eerste graad of de eerste fase van het secundair onderwijs een pedagogisch continuüm, gestructureerd in drie stappen, die beogen alle leerlingen, de basisvaardigheden te verschaffen die nodig zijn voor hun sociale integratie en de voortzetting van hun studies.

De stappen bedoeld in het vorige lid zijn de volgende :

- 1° het kleuteronderwijs;
- 2° van maturiteit I tot maturiteit IV in het lager onderwijs;
- 3° de eerste graad of de eerste fase van het secundair onderwijs. »

Art. 2. Artikel 67, derde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Indien het om een inrichting voor gewoon onderwijs gaat, legt het inrichtingsproject de pedagogische keuze en de prioritaire acties vast die in het werk gesteld worden om de integratie van de leerlingen met specifieke behoeften te bevorderen, na een voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de plaatselijke paritaire Commissie voor de inrichtingen voor het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of de plaatselijke overleginstansities of bij gebrek hieraan, de vakbondsdelegaties voor de inrichtingen voor het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. »

Art. 3. In het opschrift van hoofdstuk X van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden « van de vormen 3 en 4 » geschrapt.

Art. 4. Artikel 95 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 95. De beslissingen in verband met de overgang naar een klas, naar een cyclus of naar een fase en met het uitreiken van diploma's, getuigschriften en attesten van slagen binnen een onderwijsinrichting vallen onder de bevoegdheid van de klassenraad.

Bovendien, in het gespecialiseerd onderwijs, vallen ook onder de bevoegdheid van de klassenraad de toelating om de kwalificatieproef af te leggen, alsook de beslissing tot inschrijving in een vorm en de overgang van een onderwijsvorm naar een andere.

De klassenraad wordt voorgezeten door het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde en omvat alle leden van het onderwijzend personeel die verantwoordelijk zijn voor de leerlingen. Een lid van het psycho-medisch-sociaal centrum alsook de betrokken opvoeders kunnen ook aanwezig zijn met een raadgevende stem.

In het gespecialiseerd onderwijs omvat de klassenraad ook het geheel van de opvoedende hulppersoneelsleden, de paramedische, psychologische en sociale personeelsleden die belast zijn met het onderwijs, de opvoeding en de opleiding van een groep leerlingen en die hiervoor verantwoordelijk zijn, alsook de werkmeesters. De werkplaatsleiders kunnen ook aan de Klassenraad deelnemen. De opvoedende hulppersoneelsleden, de paramedische, psychologische en sociale personeelsleden zetelen met raadgevende stem voor alle aangelegenheden die betrekking hebben op de evaluatie die bekrachtigd wordt.

Elke leerkracht die geen titularis is en die ten minste gedurende twee maanden van het schooljaar zijn functie uitoefende, mag, met raadgevende stem, de klassenraad bijwonen.

Art. 5. Artikel 96, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Bovendien, in het gespecialiseerd onderwijs, geeft het inrichtingshoofd de motivering van de beslissing tot weigering om de kwalificatieproef af te leggen, de beslissing tot inschrijving in een vorm en de overgang van een onderwijsvorm naar een andere volgens dezelfde nadere regels. »

Art. 6. Artikel 96 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« In het gespecialiseerd secundair onderwijs, met uitzondering van het onderwijs van vorm 4, wordt de interne procedure afgesloten :

- op 10 december of op 10 mei voor de weigering om het afleggen van de kwalificatieproef van januari en juni toe te laten en voor de beslissingen betreffende de inschrijving in een vorm en de verandering van vorm;
- op 30 juni voor de beslissingen betreffende de uitreiking van getuigschriften en attesten, alsook de inschrijving in een vorm en de verandering van vorm. »

Art. 7. Artikel 97, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« in het gewoon secundair onderwijs en een Raad van beroep voor de beslissingen van de Klassenraden in het gespecialiseerd secundair onderwijs. »

Art. 8. In artikel 97, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord "gewoon" toegevoegd na het woord "onderwijs".

Art. 9. Artikel 97, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« De Raad van beroep van het niet-confessioneel gespecialiseerd onderwijs bestaat uit de coördinerende Inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde, vijf werkende leden en vijf plaatsvervangende leden aangesteld door de Regering op voorstel van de Algemene Overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs en een voorzitter.

De Regering benoemt de Voorzitter uit de ambtenaren van ten minste rang 12 en de coördinerende inspecteurs in dienstactiviteit of in ruste gesteld tijdens de laatste tien jaren. »

Art. 10. In artikel 97, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt het woord "gewoon" toegevoegd na het woord "onderwijs".

Art. 11. Artikel 97, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« De Raad van beroep van het confessioneel gespecialiseerd onderwijs bestaat uit de coördinerende Inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde, vijf werkende leden en vijf plaatsvervangende leden aangesteld door de Regering op voorstel van de Algemene Overlegraad van het gespecialiseerd secundair onderwijs en een voorzitter.

De Regering benoemt de Voorzitter uit de ambtenaren van ten minste rang 12 en de coördinerende inspecteurs in dienstactiviteit of in ruste gesteld tijdens de laatste tien jaren. »

Art. 12. Artikel 97, § 4, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« De Algemene Overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs kan bovendien de aanstelling door de Regering van werkmeeesters, werkplaatsleiders, onderdirecteurs voorstellen. »

Art. 13. Artikel 97, § 7, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 98, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "In het gewoon secundair onderwijs" toegevoegd vóór het woord "kunnen".

Art. 15. In hetzelfde decreet wordt een artikel 98bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 98bis. § 1. In het gespecialiseerd secundair onderwijs kunnen de leerling, indien hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is, in zover zij de mogelijkheden van de interne procedure uitgeput hebben, bedoeld in artikel 96, vijfde lid, binnen de tien dagen die volgen op de kennisgeving van de beslissing of van haar bevestiging :

- in vorm 4, een beroep indienen tegen een beslissing van niet slagen of van slagen met voorbehoud;
- in vorm 3, een beroep indienen tegen een beslissing van weigering van uitreiking van het attest van slagen van de fase, van weigering van uitreiking van getuigschriften met uitsluiting van het kwalificatiegetuigschrift, van de weigering om de leerling die twee jaren in de derde fase gevolgd heeft, toe te laten tot het afleggen van de kwalificatieproef;
- in de vormen 1, 2, 3 en 4, een beroep indienen tegen een beslissing tot inschrijving in een onderwijsvorm of overgang van een onderwijsvorm naar een andere.

Het beroep omvat een nauwkeurige motivatie. Wordt er bijgevoegd elk stuk dat de verzoeker nuttig acht om de Raad van beroep ophelderende inlichtingen te verschaffen.

Het beroep mag geen stukken bevatten die betrekking hebben op de beslissingen van de Klassenraad wat betreft andere leerlingen.

§ 2. Het beroep wordt per aangetekende brief gestuurd aan de Administratie die het onmiddellijk doorgeeft aan de Voorzitter van de Raad van beroep. Een afschrift van het beroep wordt dezelfde dag, eveneens per aangetekende brief, door de verzoekers gestuurd aan het betrokken inrichtingshoofd. Dit laatste kan de Administratie elk document sturen dat de Raad van beroep zou kunnen informeren. Het kan ook de Raad van beroep een met redenen omkleed advies bezorgen over de gegrondheid van het beroep. De Administratie stuurt onmiddellijk dit document aan de Voorzitter van de Raad van beroep.

De Raad van beroep gelast de inrichting met het voorbereiden te zijner intentie van elk document dat hij nuttig acht om een beslissing te nemen. Hij kan elke persoon verhoren die hij nodig acht. Hij kan zich laten bijstaan door deskundigen die hij kiest.

Op aanvraag van de klassenraad wordt zijn voorzitter door de Raad van beroep verhoord.

§ 3. In het gespecialiseerd secundair onderwijs kan de Raad van beroep de beslissing van de klassenraad vervangen :

- in vorm 4 door een beslissing van slagen met of zonder voorbehoud;
- in vorm 3 door een beslissing van slagen van fase of door een nieuwe beslissing wat betreft de toelating tot de kwalificatieproef;
- in de vormen 1, 2, 3 en 4, door een nieuwe beslissing wat betreft de inschrijving in een onderwijsvorm of de overgang van een onderwijsvorm naar een andere.

§ 4. De Regering bepaalt de nadere regels voor de werking van de Raad van beroep, alsook de vorm van attesten en getuigschriften uitgereikt ter uitvoering van deze beslissingen".

Art. 16. In artikel 99, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "In het gewoon secundair onderwijs" toegevoegd vóór de woorden "zijn de beslissingen".

Art. 17. Artikel 99 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« In het gespecialiseerd secundair onderwijs zijn de beslissingen van de Raad van beroep gebaseerd op de overeenstemming tussen de bekwaamheden verworven door de leerling en de bekwaamheden die hij normaal moet verwerven.

De Raad van beroep neemt zijn beslissingen in functie van de studieprogramma's en van het individueel leerplan van de leerling. »

TITEL II

Wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

Art. 18. Artikel 7, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 7, § 1. De volgende typen van gespecialiseerd onderwijs kunnen door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd, gesubsidieerd of erkend :

- 1° het type 1 van gespecialiseerd onderwijs wordt aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door lichte mentale achterlijkheid worden getroffen, hierna type 1 genoemd;

- 2° het type 2 van gespecialiseerd onderwijs wordt aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door matige of ernstige mentale achterlijkheid worden getroffen, hierna type 2 genoemd;
- 3° het type 3 van gespecialiseerd onderwijs wordt aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door gedragsstoornissen worden getroffen, hierna type 3 genoemd;
- 4° het type 4 van gespecialiseerd onderwijs wordt aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door lichamelijke afwijkingen worden getroffen, hierna type 4 genoemd;
- 5° het type 5 van gespecialiseerd onderwijs wordt aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van de zieke en/of herstellende kinderen en adolescenten, hierna type 5 genoemd;
- 6° het type 6 van gespecialiseerd onderwijs wordt aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door gezichtsstoornissen worden getroffen, hierna type 6 genoemd;
- 7° het type 7 van gespecialiseerd onderwijs wordt aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door gehoorstoornissen worden getroffen, hierna type 7 genoemd;
- 8° het type 8 van gespecialiseerd onderwijs wordt aangepast aan de opvoedings- en opleidingsbehoeften van de kinderen en adolescenten die door leerstoornissen worden getroffen, hierna type 8 genoemd. »

Art. 19. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 8, § 1. Het type 1 is bestemd voor leerlingen die niet kunnen worden meegerekend onder de pedagogisch achterlijken en voor wie het multidisciplinair onderzoek, bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, achterlijkheid en/of één of meer lichte stoornis(sen) in de geestelijke ontwikkeling vaststelt. Ze kunnen basiskennis op school verwerven, beroepsvaardigheid en een beroepsopleiding verwerven waarmee ze in een gewone sociaal-professionele omgeving kunnen worden ingeschakeld.

§ 2. Het type 2 is bestemd voor leerlingen die niet kunnen worden meegerekend onder de leerlingen bedoeld in artikel 7, 1°, en voor wie het multidisciplinair onderzoek, bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, een matige of ernstige achterlijkheid in de geestelijke ontwikkeling vaststelt.

De leerlingen wier handicap toe te schrijven is aan matige mentale achterlijkheid, kunnen, door een aangepaste sociale en professionele opvoeding, in een aangepaste sociaal-professionele omgeving worden ingeschakeld.

De leerlingen wier handicap toe te schrijven is aan ernstige mentale achterlijkheid kunnen, door aangepaste opvoedingsactiviteiten, in de samenleving worden ingeschakeld.

§ 3. Het type 3 is bestemd voor de leerlingen voor wie het multidisciplinair onderzoek, bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, de aanwezigheid vaststelt van structurele en/of functionele stoornissen in het relatieaspect en het affectief-dynamisch aspect van de persoonlijkheid die zo zwaar zijn dat een beroep moet worden gedaan op specifieke opvoedings-, heropvoedings- en psychotherapeutische methoden.

§ 4. Het type 4 is bestemd voor andere lichamelijk gehandicapte leerlingen dan deze die bedoeld zijn in de §§ 5, 6 en 7 van dit artikel en voor wie het multidisciplinair onderzoek, bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, vaststelt dat ze het gewoon onderwijs niet kunnen volgen en waarvan de staat een geregelde medische en paramedische verzorging en orthopedagogische methoden noodzakelijk maakt.

§ 5. Het type 5 is bestemd voor leerlingen die door een lichamelijke aandoening en/of een psychische of psychiatrische stoornis getroffen worden en die worden opgenomen in een kliniek, een ziekenhuis of een medisch-sociale instelling die door de overheid wordt erkend.

Dat type onderwijs wordt georganiseerd in nauwe samenwerking met de gewone of gespecialiseerde school waarin de leerling ingeschreven is.

Alleen de oorspronkelijke school wordt ertoe gemachtigd de getuigschriften, diploma's of attesten betreffende die leerlingen uit te reiken.

§ 6. Het type 6 is bestemd voor de leerlingen voor wie het multidisciplinair onderzoek bedoeld in artikel 12, § 1, 3°, een gezichtsstoornis en/of een functionele stoornis van het gezicht vaststelt. Het is bestemd voor leerlingen die, wegens blindheid of aangeboren of verworven low vision, geregeld een medische en paramedische verzorging moeten krijgen, alsook psychosociale begeleiding op interne en externe vlakken.

§ 7. Het type 7 is bestemd voor de leerlingen voor wie het multidisciplinair onderzoek bedoeld in artikel 12, § 1, 3°, een gehoorsstoornis en/of een belangrijk gebrek aan communicatie vaststelt.

Het is bestemd voor de leerlingen die, wegens doofheid en/of aangeboren of verworven stoornissen, geregeld een medische of paramedische verzorging moeten krijgen, alsook een interne of externe psychosociale begeleiding op interne en externe vlakken.

§ 8. Het type 8 is bestemd voor de leerlingen voor wie het multidisciplinair onderzoek bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, leerstoornissen vaststelt. Ze kunnen moeilijkheden veroorzaken bij de ontwikkeling van de taal- of spraakvaardigheid en/of het leren lezen, schrijven of rekenen, zonder dat er een geestelijke achterlijkheid is of een belangrijk gebrek op het lichamelijk, gedrag of zintuiglijk gebied. Ze moeten beschouwd worden als ingewikkelde stoornissen met multifactoriële oorsprong.

Art. 20. Een artikel *8bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

« Art. *8bis*. Er kan, onder de volgende voorwaarden, gespecialiseerd onderwijs voor polygehandicapte kinderen georganiseerd worden in de types 2, 4, 5, 6 of 7 van het gespecialiseerd onderwijs :

- Buiten het verslag vermeld in artikel 12, § 1, moet voor de oriëntatie van de leerling een document verleend worden die conform is aan het model vastgesteld door de Regering en opgesteld door een psycho-medisch-sociaal centrum, door een dienst voor school- en beroepsoriëntatie of door elke andere instelling die dezelfde waarborgen verleent inzake school- of beroepsoriëntatie en die georganiseerd, gesubsidieerd of erkend is door de Franse Gemeenschap. Een lijst van die instellingen wordt jaarlijks opgesteld door de regering en aan de instituten, inrichtingen en scholen voor gespecialiseerd onderwijs alsook aan de adviescommissies voor gespecialiseerd onderwijs meegedeeld.
- Na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité van de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie van de inrichtingen voor officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke overleginstaties, of bij gebrek daarvan, van de vakverenigingen van de inrichtingen voor vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het gespecialiseerd onderwijs aangepast aan de polygehandicapte leerlingen is bestemd voor de leerlingen waarvoor het multidisciplinaire onderzoek bedoeld in artikel 12, § 1, 1^o, gebaseerd op het verslag van een neuroloog of een orthopedist of van iemand gespecialiseerd in de revalidatie, een diagnose van polyhandicap heeft gesteld.

Er kan, onder de volgende voorwaarden, gespecialiseerd onderwijs aangepast aan de leerlingen met autisme georganiseerd worden in alle types gespecialiseerd onderwijs :

- De oriëntatie van de leerling gebeurt na het verlenen van een document die conform is aan het model vastgesteld door de Regering en opgesteld door een psycho-medisch-sociaal centrum, door een dienst voor school- en beroepsoriëntatie of door elke andere instelling die dezelfde waarborgen verleent inzake school- of beroepsoriëntatie, die georganiseerd, gesubsidieerd of erkend worden door de Franse Gemeenschap.
- Na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité van de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie van de inrichtingen voor officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke overleginstanties, of bij gebrek daarvan, van de vakverenigingen van de inrichtingen voor vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het gespecialiseerd onderwijs voor autistische leerlingen is bestemd voor de leerlingen waarvoor het multidisciplinaire onderzoek bedoeld in artikel 12, § 1, 1^o, 2^o en 3^o, gebaseerd op het verslag van een pedopsychiater of een erkend referentiecentrum, een diagnose van autisme heeft gesteld.

Er kan, onder de volgende voorwaarden, gespecialiseerd onderwijs voor afatische of dysfatische leerlingen georganiseerd worden in alle types gespecialiseerd onderwijs, behalve in het onderwijs van type 2 :

- De oriëntatie van de leerling wordt afhankelijk gemaakt van het verlenen van een document dat conform is aan het model vastgesteld door de Regering en opgesteld door een psycho-medisch-sociaal centrum, door een dienst voor school- en beroepsoriëntatie of door elke andere instelling die dezelfde waarborgen verleent inzake school- of beroepsoriëntatie, die georganiseerd, gesubsidieerd of erkend worden door de Franse Gemeenschap.
- Na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité van de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie van de inrichtingen voor officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke overleginstanties, of bij gebrek daarvan, van de vakverenigingen van de inrichtingen voor vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het gespecialiseerd onderwijs voor afatische of dysfatische leerlingen is bestemd voor de leerlingen waarvoor het multidisciplinaire onderzoek bedoeld in artikel 12, § 1, 1^o, gebaseerd op het verslag van een neuropsychiater, een diagnose van afasie of dysfasie heeft gesteld. »

Art. 21. Artikel 12, § 1, 2^o van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 12, § 1, 2^o. Voor het type 5, op basis van een medisch onderzoek waarvan de conclusies in een inschrijvingsverslag worden verrat en dat gevoerd wordt door een pediater of een arts van de dienst pediatrie, van de kliniek, het ziekenhuis of de medisch-sociale instelling erkend door de overheid ».

Art. 22. Artikel 12, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 3^o voor de types 6 en 7 :

- a) Ofwel op basis van een multidisciplinair onderzoek gevoerd door een psycho-medisch-sociaal centrum, door een dienst voor school- en beroepsoriëntatie of door elke andere instelling die dezelfde waarborgen verleent inzake school- of beroepsoriëntatie, die georganiseerd, gesubsidieerd of erkend worden door de Franse Gemeenschap. Een lijst van die instellingen wordt jaarlijks opgesteld door de Regering en aan de instituten, inrichtingen en scholen voor gespecialiseerd onderwijs alsook aan de adviescommissies voor gespecialiseerd onderwijs meegedeeld.

De conclusies van dat multidisciplinaire onderzoek, verrat in een inschrijvingsverslag, vloeien voort uit de interpretatie en de integratie van de gegevens verleend door :

- Het medisch onderzoek;
 - Het psychologisch onderzoek;
 - Het pedagogisch onderzoek;
 - De maatschappelijke studie.
- b) Ofwel op basis van een medisch onderzoek waarvan de conclusies verrat zijn in een inschrijvingsverslag en dat voor het type 6 gevoerd wordt, door een gespecialiseerde arts in de oftalmologie en voor het type 7 door een arts gespecialiseerd in de otorhinolaryngologie. »

Art. 23. Een artikel 14*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

« Art. 14*bis*. In het gespecialiseerd lager onderwijs worden in aanmerking genomen alsof zij regelmatig school zouden hebben gevolgd, de leerlingen die ongewettigd afwezig geweest zijn voor zover de in artikel 10, 1e lid, van de gecoördineerde wetten van 20 augustus 1957 op het lager onderwijs bedoelde verplichting nageleefd werd. »

Art. 24. Een artikel 15*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

« Art. 15*bis*. In het gespecialiseerd secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden in aanmerking genomen alsof zij regelmatig school zouden hebben gevolgd, de leerlingen die ongewettigd afwezig geweest zijn voor zover de in artikel 84, 2e lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren bedoelde verplichting nageleefd werd. »

In het gespecialiseerd secundair onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden in aanmerking genomen alsof zij regelmatig school zouden hebben gevolgd, de leerlingen die ongewettigd afwezig geweest zijn voor zover de in artikel 92, 2e lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren bedoelde verplichting nageleefd werd. »

Art. 25. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 20. Per klas worden er twee wekelijkse lestijden georganiseerd van lichamelijke en sportactiviteiten. Daarenboven kunnen er twee of drie lestijden psychomotoriek of sportactiviteiten georganiseerd worden. Die lestijden worden waargenomen door een leermeester lichamelijke opvoeding of door de titularis als hij houder is van het bekwaamheidsgetuigschrift voor het ambt van leermeester lichamelijke opvoeding in de lagere scholen.

De organisatie van de twee wekelijkse lestijden lichamelijke en sportactiviteiten is niet verplicht voor het onderwijs van type 5.

In het onderwijs van type 4 kan de Regering, volgens de nadere regels die zij bepaalt, de begeleiding van de leerlingen gedurende de twee wekelijkse lestijden lichamelijke en sportactiviteiten toelaten door paramedisch personeel voor het organiseren van psychomotorische activiteiten gedurende die twee lestijden.

De vergunning zal verleend worden op basis van een gemotiveerd dossier waarin de redenen en de nadere regels van die begeleiding zullen worden opgenomen.

De bepalingen van de vorige leden kunnen wat het in vast verband benoemd personeel betreft, geen terbeschikkingstelling of gedeeltelijk verlies van de opdracht van de leermeester lichamelijke opvoeding of van de titularis als gevolg hebben als hij houder is van het bekwaamheidsgetuigschrift voor het ambt van leermeester lichamelijke opvoeding in de lagere scholen.

Het betreft in geen enkel geval de overdracht van lestijden van een personeelscategorie naar een andere. »

Art. 26. Artikel 56, laatste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De leerling wordt ertoe gemachtigd in januari of in juni de kwalificatieproef af te leggen zodra de Klassenraad vaststelt dat hij de bekwaamheden bepaald door het opleidingsprofiel van toepassing op de leerling bereikt heeft. Ten laatste op het einde van het tweede schooljaar van de leerling in de derde fase moet de klassenraad zich uitspreken over de toegang tot die kwalificatie. »

Art. 27. In artikel 80, § 2, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 3° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° op een gemotiveerde manier beslissen over de overgang van een leerling van een onderwijsvorm naar een andere. »

b) Artikel 80, § 2, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 8° de leerling toelaten de kwalificatieproef af te leggen zoals bepaald in artikel 56, laatste lid, van dit decreet. »

Art. 28. Artikel 110 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

Artikel 110 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 110. In de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, leveren de leden van het opvoedend hulppersoneel 36 prestatie-uren per week.

In de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap leveren de leden van het administratief personeel 38 prestatie-uren per week. »

Art. 29. Artikel 111 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de categorie van het opvoedend hulppersoneel kan het ambt van studiemeester opvoeder georganiseerd worden. »

Art. 30. In het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk VII van hetzelfde decreet worden de woorden « , in het secundair onderwijs » geschrapt.

Art. 31. Artikel 115 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden « van het secundair onderwijs » ingevoegd tussen het woord « lestijdenpakket » en het woord « worden ».

Art. 32. Een artikel 116*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

« Art. 116*bis*. Daarenboven worden, voor het gespecialiseerd onderwijs van type 3, naast het lestijdenpakket, bijkomende uren toegekend :

1° Van 1 tot 39 leerlingen : 9 uren;

2° Van 40 tot 59 leerlingen : 18 uren;

3° Van 60 tot 79 leerlingen : 27 uren;

4° Van 80 tot 99 leerlingen : 36 uren;

5° 9 uur per bijkomende schijf van 20 leerlingen die behoren tot het onderwijs van type 3.

De organisatie of de subsidiëring van de bijkomende betrekkingen van studiemeesters-opvoeders kan gewijzigd worden telkens als het lestijdenpakket herberekend wordt. »

Art. 33. In artikel 124, § 2, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Het 1e lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « Elke adviescommissie is samengesteld uit de voorzitter, die stemgerechtigd is, negen werkende leden en een secretaris gekozen onder de leden van de Regeringsdiensten »;

b) Het 2e lid wordt aangevuld met de woorden « alsook uit een inspecteur die ressorteert onder de Inspectiedienst van het Basisonderwijs aangesteld door de coördinerende Inspecteur-generaal. »

Art. 34. Artikel 131 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 131. De permanente totale integratie betreft de leerlingen van het :

- 1° Gespecialiseerd kleuteronderwijs van de types 2, 3, 4, 6 en 7;
- 2° Gespecialiseerd lager onderwijs van de types 1, 2, 3, 4, 6, 7 en 8;
- 3° Gespecialiseerd secundair onderwijs van de types 1, 2, 3, 4, 6 en 7. »

Art. 35. De §§ 2 en 3 van artikel 132 van hetzelfde decreet worden vervangen door de volgende paragrafen :

« § 2. Voor elke geïntegreerde leerling worden 4 lestijden begeleiding toegekend die verstrekt worden door personeel van het gespecialiseerd onderwijs en, in de 3e graad van het secundair onderwijs, 4 aanvullende lestijden.

§ 3. In de 3e graad van het secundair onderwijs worden er ook 8 lestijden toegekend buiten het totaal aantal lestijden-leraar aan de inrichting voor gewoon onderwijs die de geïntegreerde leerling ontvangt. »

Art. 36. Een § 4 wordt toegevoegd aan artikel 133 van hetzelfde decreet :

« § 4. De Regering kan na gemotiveerd advies van de Algemene overleggraad voor gespecialiseerd onderwijs die vaststelt dat geen aanbod van gespecialiseerd onderwijs beschikbaar is op redelijke afstand, zoals bepaald in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, in het kader van een integratie, de inschrijving van een leerling toelaten die behoort tot het niveau van het gespecialiseerd kleuteronderwijs in een school die een ander type gespecialiseerd onderwijs organiseert dan dat vermeld op het oriëntatieattest van de leerling.

In het kader van een permanente integratie geniet de gespecialiseerde school die aanvaardt om aan het project deel te nemen, begeleidingslestijden bedoeld in artikel 132. »

Art. 37. Artikel 136, 6°, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 38. Artikel 136 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Dat protocol wordt bewaard in de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs en ter beschikking gehouden van de inspectiediensten en van de Regeringsdiensten. Een kopie wordt eveneens bewaard in de inrichting voor gewoon onderwijs. »

Art. 39. Artikel 137 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 137. Ten laatste voor 15 september van het schooljaar waarvoor de integratie voorzien is, maakt de directie in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs de lijst van de betrokken leerlingen naar de Regeringsdiensten over. »

Art. 40. Artikel 138 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 41. Artikel 139 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 42. Artikel 140 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 140. Een nieuw volledig dossier wordt opgesteld bij de schoolverandering van een geïntegreerde leerling. »

Art. 43. In artikel 143, 2e lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « en na advies van de inspectie van het gespecialiseerd onderwijs en het gewoon onderwijs » geschrapt.

Art. 44. Artikel 144 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 144. Een opdracht voor permanente evaluatie van de integratie wordt vervuld door de Algemene overleggraad voor gespecialiseerd onderwijs, inzonderheid op basis van de statistische gegevens verleend door de Regeringsdiensten. »

Art. 45. Artikel 147 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 147. Slechts de regelmatig in het gespecialiseerd onderwijs ingeschreven leerlingen kunnen de gedeeltelijke permanente integratie en de tijdelijke integratie genieten.

De vestiging van een leerlingengroep van het gespecialiseerd onderwijs in een gewone onderwijsinstelling wordt niet onderworpen aan de procedures in verband met de integratie op voorwaarde dat die leerlingengroep begeleid wordt door personeel van het gespecialiseerd onderwijs gedurende de volledige wekelijkse uurrooster van de klas. »

Art. 46. In artikel 148 wordt het 1e lid vervangen door hetgeen volgt : « In het basis- en secundair onderwijs wordt een deel van het lestijdenpakket opgebracht door de leerling in de school voor gespecialiseerd onderwijs, aangewend om, in voorkomend geval, zijn begeleiding in de school voor gewoon onderwijs waar te nemen. »

Art. 47. Artikel 150 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 150. Aan elke beslissing betreffende de gedeeltelijke integratie en de tijdelijke integratie gaat een voorstel vooraf dat tenminste door één van de volgende personen of instellingen moet worden ingediend :

- 1° De klassenraad van een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs die het geheel van de leden van het onderwijzend personeel, het paramedisch, psychologisch, sociaal en opvoedend hulp personeel die rechtstreeks aan de omkadering van de leerling deelnemen, opneemt;

- 2° De instelling die de begeleiding van de leerlingen waarneemt;
- 3° De ouders, de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of de leerling zelf, als hij meerderjarig is;
- 4° De opvoedingsploeg van een inrichting voor gewoon onderwijs op basis van een gunstig advies van de participatieraad waarvan elk lid zijn toestemming heeft verleend. Het inrichtingsproject moet de elementen inhouden die deze integratie in de hand werken.

Dat voorstel wordt ingediend bij het hoofd van de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs.

De directie in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs van de betrokken inrichting voor gespecialiseerd onderwijs pleegt overleg met alle personen bedoeld in dit artikel.

Indien het overleg tot een gunstig advies leidt, wordt dit advies door de personen bedoeld in dit artikel ondertekend en aan de directeur meegedeeld. »

Art. 48. Artikel 153 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 153. Het protocol bedoeld in artikel 152 wordt bewaard in de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs en ter beschikking gehouden van de Algemene Inspectiedienst en van de Regeringsdiensten.

In ieder geval en zodra het protocol volledig is, wordt de informatie betreffende de gegevens van de leerling overgemaakt naar de Regeringsdiensten. »

Art. 49. Artikel 154 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 154. Een nieuw dossier wordt opgesteld bij de schoolverandering van een geïntegreerde leerling. »

Art. 50. Artikel 155 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 51. In artikel 156, 2e lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « aan de inspectie van het gespecialiseerd onderwijs en het gewoon onderwijs » vervangen door de woorden « aan de Regeringsdiensten ».

Art. 52. Artikel 157 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 157. Een opdracht voor permanente evaluatie van de integratie wordt vervuld door de Algemene overleggraad voor gespecialiseerd onderwijs, inzonderheid op basis van de statistische gegevens verleend door de Regeringsdiensten. »

Art. 53. In artikel 180 van hetzelfde decreet wordt een nieuw lid ingevoegd na het 3e lid, luidend als volgt :

« De Voorzitter en de Ondervoorzitter die elk een verschillende onderwijsaard vertegenwoordigen. Op elke vernieuwing van mandaat worden de aarden verwisseld onder de Voorzitter en de Ondervoorzitter. »

Art. 54. Artikel 184, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor elke fusie wordt de Regering ermee belast de naleving na te kijken door de betrokken scholen van de wettelijke en verordeningbepalingen die van kracht zijn. »

Art. 55. Artikel 213 van hetzelfde decreet wordt met het volgende lid aangevuld :

« Dat percentage moet hoger zijn dan of gelijk zijn aan 97 %. »

Art. 56. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2009 met uitzondering van de artikelen 28 tot 32 die in werking treden op 1 januari 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 februari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*
Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 630-1. — Commissieamendementen, nr. 630-2. — Verslag, nr. 630-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 februari 2009.